

LE DILEMME DU KIVU

Ce texte condensé est un document de travail préparé, présenté et discuté le 5 juin 2003 au sein du Séminaire interne à l'Institut de Politique et de Gestion du Développement, Université d'Anvers (Belgique): **Etats, Marchés et Société Civile**. Les principaux points qui y sont soulevés sont le résultat d'une vaste réflexion que nous menons sur les crises multiformes qui ravagent l'Afrique centrale. Nous avons choisi ce sujet précis, primo, parce qu'il est d'actualité depuis seulement juillet 1994 (début de la crise des réfugiés Hutu rwandais) et, secundo, parce qu'il est toujours négligé, si pas omis carrément, dans le débat sur le processus de paix alors que le Kivu est un enjeu central dans les crises congolaise et régionale. Dans l'architecture juridique ayant trait au processus de paix et le partage des postes dans les institutions de la transition entre les différents acteurs (conformément à l'accord dit global et inclusif, Prétoria, 17 décembre 2002), on peut, d'emblée, déceler des indices qui montrent que le Kivu est piégé (E. Nashi, 2003 ; W.P. Mbayi, 2003)¹ et le placent devant un grand dilemme dont l'issue est incertaine. C'est cette hypothèse que nous allons tenter de démontrer en mettant à contribution toute une série d'éléments d'ordre historique.

1. Considérations préliminaires

1.1. Kivu: un terme à usages variés

- Acception courante : les deux provinces actuelles du Sud-Kivu et du Nord-Kivu ou l'ancienne grande province du Kivu (ex-Costermansville englobant le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema), appelée à un moment la province du Kivu-Maniema.
- Acception occasionnelle: tout l'Est de la RDC, Bukavu et l'hinterland immédiat (le Bushi en particulier) ou la région montagneuse comprise entre la plaine de la Ruzizi au Sud et celle la Rwindi au Nord. Dans ce dernier cas, une bonne partie du Sud-Kivu (Fizi, Mwenga et Shabunda) et les deux territoires de Lubero et Beni au Nord-Kivu sont laissés de côté. Dans ce document, je me réfère aux provinces actuelles du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema quand je parle du Kivu.

1.2. Spécificités du Kivu en RDC

- Géographie

Situé à l'extrémité orientale du pays, le Kivu est bordé par 4 pays (Tanzanie, Burundi, Rwanda et Ouganda) qui jouent un rôle central dans la crise congolaise d'aujourd'hui à cause à la fois de la présence des opposants aux gouvernements en place et, surtout, de sa position qui fait de lui un exutoire quasi naturel et inéluctable pour le trop plein démographique du Rwanda et du Burundi et la première victime des conflits politiques et ethniques qui jalonnent l'histoire post-coloniale de ces deux pays. Bien qu'intégré officiellement dans le réseau commercial de la voie nationale (orienté vers le port de Matadi), le Kivu n'a cessé d'affermir sa position dans les courants commerciaux de l'Océan Indien. Cette tendance a pris une dimension nouvelle à la suite de la perte de contrôle du Kivu par le gouvernement central de Kinshasa au profit du Rwanda et de l'Ouganda à partir d'octobre 1996. Son sous-sol regorge des minerais actuellement prisés sur le marché international². Cette récente découverte est une nouvelle donne qui est au centre de tous les appétits éclipsant ceux que, pendant près de quatre-vingt ans, le climat, les potentialités économiques et le tourisme avaient suscités.

- Histoire

¹ Emmanuel Nashi appelle le RCD-Goma «*le cheval de Troie du Rwanda en RDC*» et Philippe Mbayi Wete «*l'épine dans le pied du processus de paix*».

² Certains d'entre eux comme le niobium et le coltan étaient exploités depuis longtemps; leur exportation était réglementée par l'administration coloniale Belge dans l'immédiat après-guerre 40-45. La particularité de la situation actuelle est l'ampleur du phénomène, la collusion entre les prédateurs extérieurs (régionaux et internationaux) et nationaux et, surtout, l'extermination des populations congolaises qui l'accompagne.

Certaines chefferies du Kivu connaissent un taux très élevé de la densité démographique et sont confrontées à une forte pression sur l'occupation foncière depuis les années vingt (DE Ryck, A., 1946 ; Palanthe, H., 1953; Bréban, V ; 1953; District du Nord-Kivu, 1954)). Malgré cela et prisé pour son climat, ses potentialités économiques et touristiques (Dutron, P., 1934; CNKI, 1958), le Kivu est aussi en butte au développement de l'agriculture commerciale (vastes étendues des plantations des cultures d'exportation), de l'élevage bovin (grands ranchs) et de l'expansion des espaces protégés (Parc National Albert, devenu Parc national des Virunga, et Parc de Kahuzi-Biega) qui, depuis la même époque, ont aggravé le problème foncier. Placé au centre de la problématique de la colonisation foncière plus d'un demi-siècle auparavant, il est aujourd'hui pris dans la spirale de la guerre minière en RDC. Bien plus, le Kivu est la seule région du pays qui est constamment confrontée aux flux migratoires (De Saint- Moulin, 1970 ; Bucyalimwe, M.S., 1990); le transfert des milliers des familles du Rwanda pour pourvoir aux besoins en main-d'oeuvre des colons et entreprises coloniales entre 1937 et 1957 par l'administration coloniale Belge, l'installation des réfugiés Tutsi rwandais entre 1959 et 1973 et, surtout, le déversement de plus de deux millions des réfugiés Hutu du Burundi et du Rwanda consécutivement à l'assassinat du Président élu à Bujumbura, Melchior Ndadaye (21 octobre 1993) et la conquête militaire du pouvoir par le FPR à Kigali (juillet 1994) sur un territoire étroit et sursaturé (**la frange frontalière de l'Est depuis Uvira au Sud jusqu'à Rutshuru au Nord et fortement sursaturée depuis des années**) sont les cas les plus concrets ; ce dernier cas constitue en lui-même le plus grand drame que nulle autre province n'a connu dans l'histoire du pays et, en fin de compte, un phénomène qui dépasse tout entendement. Les conséquences politiques et foncières de tels flux ont fait du Kivu une poudrière permanente. C'est pourquoi, le problème de nationalité y est demeuré une bombe à retardement qui a fini, par détruire le fondement de l'Etat congolais (Halleux, D., 1956; Obotela, R.N., 1997)³. Grenier du pays, le Kivu a toujours été convoité par les dignitaires du régime Mobutu et les acteurs d'autres provinces qui voulaient s'enrichir aisément ou assurer leur survie pendant la longue crise économique de l'après 1977 (Kahindo, M.T.R.). Les actions de beaucoup d'entre eux n'ont jamais été inspirées, hier comme aujourd'hui, par aucune autre préoccupation (Bucyalimwe, M.S., 2002a).

- Géopolitique nationale

A cause du problème de la nationalité et de rivalités politico-ethniques qui ont toujours été remuées chaque fois à l'annonce des élections comme pour faire monter les enchères, le Kivu est resté un cas particulier sur l'ensemble du territorial national et son point le plus vulnérable. Point de départ et nerf de la guerre actuelle, il est en fin de compte l'épine de la

³ L'administration coloniale Belge, initiatrice de ce programme de transfert des familles rwandaises au Kivu et de la constitution d'une chefferie artificielle et autonome dirigée exclusivement par des Tutsi (Gishari dans le Masisi, 1941-1957), s'est rendue compte plus tard que c'était une grande erreur. D'où l'embaras manifesté quant à la question de nationalité de ces populations et, comme l'épingle si bien D. Halleux (1^{ère} Direction de la 2^{ème} Direction Générale au Ministère des Colonies), face au danger de l'irrédentisme rwandais au Congo à la veille de l'indépendance: *«Le danger (de l'irrédentisme) est certain. Il se présente d'ailleurs dans de nombreuses régions de la Colonie (notamment dans le Bas-Congo avec les Bazombo d'Angola et au Katanga avec les indigènes venus de Rhodésie) et plu spécialement à toutes les frontières. Le Gouverneur Général a déjà soulevé ce problème et a envisagé, afin d'y parer dans une large mesure, de faciliter l'octroi de la nationalité belge de statut colonial à ces immigrants. Pour les ressortissants du Ruanda-Urundi, la question est très délicate. Il appartient à la 1^{ère} Direction Générale, à qui le problème a été posé, de le résoudre. Le service est d'avis que la question est urgente et que si elle pouvait être résolue par une option de nationalité, le danger d'un irrédentisme serait fortement atténué. En ce qui concerne le Ruanda-Urundi, la présence au Congo de nombreux Banyarwanda qui auraient sollicité et obtenu la nationalité belge comme condition préalable à un établissement définitif, mais qui conserveraient des relations d'amitié et d'intérêt avec leur pays d'origine, serait de nature à resserrer les liens qui se nouent entre le Ruanda-Urundi et le Congo et à faciliter une union future- administrative- économique et politique entre ces 2 pays. Il subsiste évidemment des inconnues à ce problème, mais l'expérience vaut la peine d'être tentée, en toute franchise et en ne perdant pas de vue que les émigrations illégales et clandestines le poseront quand même»*. Ce sont ce flou sur la question de nationalité, cette nébuleuse idée d'une éventuelle future union Congo-Rwanda-Urundi et, bien sûr, la mauvaise gestion de cette question par les gouvernements successifs à Kinshasa qui ont été exploitées dans les années 90 comme prétextes pour déclencher la guerre en cours et dont les enjeux transcendent l'affaire Banyamulenge qui en est la couverture.

crise congolaise. La guerre locale et la guerre régionale sont si imbriquées que le sort du Congo en tant qu'un Etat souverain est en train d'être scellé par le borbier kivutien. Ce qui pousse certains analystes à conclure que le retour à la paix en RDC doit passer absolument par l'Est (ICG, 2003a) même si le schéma envisagé pour y parvenir reste aussi une pomme de discorde (Mamboleo, P., et Assumani, B., 1998; Kin Kiey, M.T., 1999; Sondji, J.B.,1999; ICG, 2001).

- Géopolitique régionale

D'abord, le Kivu a toujours subi les conséquences des conflits politiques et ethniques du Rwanda, et du Burundi. Ensuite, sa proximité par rapport à ces deux pays (exigus, pauvres et surpeuplés) font de lui une cible de premier plan : *«Congo represents a strategic position of national security for Rwanda... From a geopolitical point of view, for Rwanda, Congo-Kinshasa, rich in resources and territory, but with a weak administration, represents an opportunity in terms of economic and territorial expansion»*⁴. Cette réalité est reconnue implicitement par Frank Van Acker lorsqu'il tire cette conclusion: *«From a political and military perspective, the DRC remains pointed strongly to the East, as events in the Kivu continue to be key for the development of future scenarios for the whole of the region»* (1998). Ce double fait ainsi des enjeux économiques, géopolitiques et géostratégiques post-guerre froide placent le Kivu au cœur de la crise régionale.

1.3. Littérature sur la crise du Kivu

Jusqu'à l'arrivée des réfugiés Hutu en juillet 1994, le Kivu était mal connu. C'est à peine qu'il suscitait un intérêt dans le domaine scientifique et encore moins dans les médias et ce, malgré ses crises récurrentes. En dehors de l'abondance et de la richesse des travaux produits localement et mal connus à l'extérieur, l'expertise extérieure était restée fort limitée ou ponctuelle. A titre d'exemples des études faites par les non-congolais, citons, pour la période d'avant 1960, des voyageurs (J. Schwetz, J. Claessens, R. Hoier), des militaires (Costermans, Brochard...), des missionnaires (A.Gillès de Pélichy et L. Viaene, Père Colle) et des administrateurs coloniaux (M. Spiltoir, M.A., Moeller, J. De Koninck, R. Luja, M. Dubuisson, F. Absil, Van Ryswyck, Van Cutsem, A. Bribosia, R. Spitaels, G. Tondeur, A. De Ryck, H. Palanthe, V. Brébant, J. Leclercq, M. Van de Bulcke, P. Schumacker, G. Sion, J. Hiernaux, etc. Toutes ces études, oeuvres des chercheurs amateurs en général, se rangent dans l'une des catégories suivantes: récits des voyages, rapports des campagnes militaires de «pacification» (de conquête), monographies ethnographiques et/ou linguistiques, rapports des missions catholiques (surtout Pères Blancs) et d'administration coloniale et coutumière, des prospections géologiques et agronomiques, des activités économiques, etc.

C'est depuis 1959-1960 que des professionnels de la recherche ont commencé à s'intéresser au Kivu, parfois dans ses rapports avec le Rwanda voisin. Nous songeons particulièrement à Georges Weis, Daniel Biebuyck, Jacques Hecq, Benoît Verhaegen, Paul Masson, Léon de Saint-Moulin, Jean-Luc Vellut, Bogumil Jewsiewicki, Sigwalt, David Newbury, Catharine Newbury, Janet MacGaffey, Bernard Lugan, Herbert Weiss, etc. Dans leurs écrits se trouvent posées et analysées des grandes questions en rapport avec l'économie, le pouvoir et le contre-pouvoir, la culture et l'histoire de peuplement de différentes communautés locales et de leurs compénétrations.

Que ce soit avant 1960, que ce soit après cette date, la région du Bushi a été, comme dans bien de domaines, la plus privilégiée. La conséquence est que bien de gens ont identifié le Kivu au Bushi, une erreur qui persiste jusqu'à ce jour. Cependant, beaucoup de choses ont fortement changé depuis la crise des réfugiés Hutu rwandais et Burundais et surtout l'affaire des Tutsi dits Banyamulenge en septembre /octobre 1996. A cause de phénomènes extérieurs, le Kivu a été propulsé au centre de l'actualité internationale. Devenu un nouveau champ d'études, le Kivu a vu le nombre de ses experts et des écrits augmenter à un rythme

⁴ Rwanda, the Past and the Present, <http://www.empereur.com/rwanda.html>.

exponentiel. De nouveau, Bukavu et ses environs immédiats (le Bushi) sont les régions les mieux couvertes du Kivu; la grande partie de son hinterland reste en dehors de la connaissance du monde extérieur. En plus, la tendance de ces nouvelles études est de transposer les grilles de lecture en cours au Rwanda (C. Braeckman, 1996; A. Tegera, 1998; E., Nashi, 2000 ; J. Pottier, 2002 ; S.M. Bucyalimwe, 2002b; E. Nyemera, 2003) à la situation du Kivu et de noyer les enjeux locaux dans des considérations d'ordre général et régional. Enfin, le quadruple piège de la désinformation (C. Munzihirwa, 1995; J.C. Willame, 1996), la simplification dans l'interprétation des faits (résultat de l'ignorance des réalités locales ou de la mauvaise foi), de la généralisation hâtive ou de la globalisation et de «*l'urgence intellectuelle*» avec ses corollaires que sont «*l'observation quasi amnésique de l'actualité et le rejet de l'arrière-plan historique dans le décor*» (J.P. Chrétien, 2000) posent un grand problème dans la compréhension de la crise du Kivu. A travers le projet de recherche susmentionné, je m'efforce de mieux comprendre (après dix ans années d'enseignement d'histoire de l'Afrique et de la RDC aux universités et collèges du Kivu) et de faire comprendre l'articulation entre les facteurs endogènes et exogènes de cette crise en mettant à contribution les travaux de l'expertise locale et extérieure, les aspects positifs de l'école dite histoire totale (la répudiation de toute conception d'histoire sectorielle et l'extension de l'objet de l'histoire du passé au présent) et comparative.

2. Guerre

La guerre du Kivu a commencé en mars 1993 dans une région réduite de sa partie nord à savoir les territoires de Walikale, de Masisi et de Bwito (Rutshuru). Depuis lors, bien de choses ont changé tant au niveau de son ampleur que de son interprétation. Ainsi, on l'a présentée tour à tour comme un simple affrontement entre les paysans (Ministre Kiro Kimathe cité par le gouvernement de transition de la République du Zaïre, 1993), l'orchestration du Président Mobutu dans son plan de compromettre le processus démocratique, une bataille rangée entre les autochtones et les étrangers Banyarwanda, l'effet de l'extrémisme Hutu qui, tirant ses origines de l'ivresse du nombre et de la haine, et s'inscrivant dans le cadre du pan-hutisme, a atteint son paroxysme avec la crise des réfugiés Hutu rwandais et Burundais et le projet de la création d'un Hutuland (E. Muhima, 1993 et 1996), une guerre des Tutsi dits Banyamulenge dont le but était de recouvrer la nationalité congolaise et échapper à l'extermination (J. Pottier, 2002), une guerre d'occupation rwando-ougando-burundaise et de contre-occupation et, enfin une guerre minière (M.F. Cros, 1998; P. Baracyetse, 1999; P. Lumbi, 2000; F. Zoka et al., 2000). Bref, la crise du Kivu s'est progressivement aggravée et étendue dans l'espace jusqu'à embraser tout l'est du pays. Désormais, la guerre du Kivu et celle de l'Ituri en Province Orientale se sont fondues en une seule guerre⁵ dont les ramifications vont loin même dans le Nord du Katanga au Sud; seules quelques variantes locales différencient ces trois cas (Nord-Katanga, Kivu et Ituri). Les changements d'enjeux et de stratégies (guerre militaire et médiatique qui en ont toujours résulté) ont fini par transformer une affaire apparemment locale et banale en crise de dimension provinciale, nationale et régionale.

2.1. Dimensions locales

⁵ Entre mars 1993 et mai 1996, la guerre est restée confinée dans le Masisi et la chefferie de Bwito en territoire de Rutshuru. L'Opération Mbata (mai-septembre 1996) décidée par le gouvernement Kongo et dirigée officiellement contre les Ngilima a étendu la guerre de Masisi jusque dans la seconde chefferie du territoire de Rutshuru (Bwisha) et dans la région contiguë du Bwisha ou sud du territoire de Lubero (Kayna et Kanyabayonga). C'est l'AFDL qui est venue étendre cette même guerre sur l'ensemble de l'Est du CONGO. Le don de l'ouverture par l'accord de Joseph Kabila (pour le gouvernement de Kinshasa) et Jean-Pierre Bemba (pour le MLC) à Sun City/Afrique du Sud (avril 2002) a ouvert les perspectives du retour de l'Est dans le giron de Kinshasa. Du coup, ces perspectives dans lesquelles Nyamwisi Mbusa (originaire de Beni et actif à la fois au Nord-Kivu et en Ituri) est la pièce maîtresse et les conflits locaux d'origines multiformes ont fait des territoires de Lubero et Beni le principal enjeu de la lutte hégémonique régionale de l'Ouganda et du Rwanda et, partant, le carrefour entre la guerre du Nord-Kivu et celle de l'Ituri.

La guerre du Kivu est avant tout la conséquence du conflit d'intérêts politiques et économiques locaux : lutte pour le contrôle du pouvoir (les enjeux électoraux et la question de nationalité servant des ferments récurrents) et du capital foncier. Alors qu'hier, le contrôle du pouvoir a été la voie choisie pour contrôler la terre, aujourd'hui, le contrôle du territoire est perçu comme une condition sine qua non pour le contrôle du pouvoir. C'est pourquoi, la guerre qui a commencé en mars 1993 a pris, par moment, l'allure de purification ethnique.

2.2. Dimensions régionales

La guerre du Kivu qui a pris une autre tournure avec l'arrivée des réfugiés Hutu rwandais en juillet 1994 n'a rien de particulier par rapport à ce qui se passe partout ailleurs dans le monde. En d'autres termes, elle porte les marques des enjeux économiques, géostratégiques, géopolitiques qui vont au-delà du seul contexte de l'Afrique subsaharienne. L'expansion de l'économie du marché avec son corollaire la délocalisation des multinationales, le double danger islamique (fondamentalisme) et nationaliste, la question des minorités sont autant des facteurs qui alimentent les discours et inspirent les actions politiques et militaires dans la région. Dans ce cadre, l'Armée Rwandaise s'est vu confier le rôle de stabilisateur régional : *«Because of the Army's tremendous performance in Rwanda and its wide range of capabilities, American policymakers would think of it first as they frame a response to any sort of wide scale disaster in Zaïre»* (S. Metz, 1996). Comment peut-elle accomplir cette mission de stabilisation en RDC sans une présence physique, donc une occupation permanente ou prolongée ? Il nous semble que le rôle assigné au Rwanda et à son armée en RDC dans l'actuelle géopolitique régionale rend la guerre du Kivu plus complexe qu'elle ne l'était en mars 1993; une complexité que les clichés courants (intégrisme ethnique, banditisme social, etc.) ne font pas ressortir. Lorsque l'on entend des déclarations de certains rwandais⁶, on n'hésiterait pas à qualifier le but poursuivi par le Rwanda en RDC de la quête de l'espace vital.

3. Accords de paix, conflit d'intérêts et d'agendas au Kivu

De Lusaka (juillet 1999) à la problématique de la mise en place institutions de la enième transition en RDC (mai-juin 2003), on aura englouti beaucoup de fonds et mis à profit toutes les formes de diplomatie et de dissuasion pendant 4 années sans avancées significatives sur le chemin de la paix en RDC. Les intérêts des acteurs locaux, nationaux, et internationaux sont si divergents que trouver un consensus sur la voie de sortie de la guerre demeure une gageure. C'est que quelque chose cloche quelque part : la mauvaise foi et le manque d'honnêteté de la part des protagonistes.

3.1. Des accords eux-mêmes

Tous ceux qui ont examiné ces accords et la chance de leur application ont toujours fustigé un certain nombre d'anomalies ou d'ambiguïtés:

- la marginalisation des congolais ou, mieux, de l'opposition non armée et des combattants maï maï) dans les discussions qui ont mené à la conclusion de tous ces accords de paix.
- l'introduction dans les textes de Lusaka du terme «forces négatives» que le Rwanda manipule à souhait comme c'est le cas parfois pour le génocide.
- la qualification du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi de pays non invités et non d'agresseurs.
- le privilège accordé aux pays agresseurs pour désarmer leurs opposants et apprécier eux-mêmes l'évolution de cette opération. Ou l'ensemble du processus de paix.

⁶ Voir, par exemple, Jean Kabanguka Kizito, *«En faisant prospérer vos voisins (allusion aux Congolais), vous en faites des amis et des pacifistes»* (cité dans Kin-Kiey, M., 1993) ; John Ndusha, *«The region of present Rwanda cannot support us without frequent genocides ; therefore dukwiye kwisanzura (we must extend) and join our brothers and sisters who preceeded us in the move to the rich territories of the west. Anyone who is not enthused by these prospects must be, what I can say, trapped in somekind of colonial box ! What we do, let us not forget our brave men and women in uniform out there fighting so that our children may have a decent life. Let us make it a point to translate their bravery into reality»* (cité par E. Lubala, 2001).

- le fait de faire passer en avant le dialogue inter-congolais avant le retrait des troupes étrangères et de ne faire aucune pression sur les pays agresseurs pour forcer ce retrait.
- Le recours à une approche locale dans la résolution de la crise de l'Ituri au lieu de l'intégrer dans l'ensemble du processus de paix (non pas de l'Est mais du pays) est une grave erreur qui montre une fois de plus que les préoccupations de la communauté internationale diffèrent, dans le fond, d'avec celles du peuple et des dirigeants Congolais.
- Les différentes étapes de la mise en application des accords de paix rendent chaque fois la consolidation des institutions nationales aléatoire; la formule de 1+4 (Un Président et quatre Vice-Présidents), en fait de cinq personnes à la tête du pays, est la dernière peau de banane placée sur ce chemin. L.R. Nkema avait même suggéré de *«rejeter la monstrueuse formule 1+ 4 qui compromet l'unicité du pouvoir de l'Etat»*⁷. Colette Braeckman n'a-t-elle pas indiqué elle-même que les délégués du gouvernement de Kinshasa ont signé l'accord global et inclusif de Prétoria sous la pression extérieure?⁸ Elle présente implicitement celui-ci comme un dictat imposé de l'extérieur. D'où il est perçu par beaucoup de Congolais comme un grand mal qui ne peut susciter que peu d'espoir.

3.2. Constats dans l'application de ces accords

- A chaque étape du processus du dialogue inter-congolais, le Rwanda et l'Ouganda font chaque fois monter les enchères. La dernière manœuvre dans ce sens est sans doute la contestation, par le Rwanda via le RCD-Goma interposé, de la désignation des représentants du gouvernement et de l'opposition non armée au sein de l'espace présidentiel et l'obstination à contrôler à tout prix à la fois le ministère de la défense et les forces terrestres, en fait l'essentiel de l'armée congolaise. Quant à l'Ouganda, il a fait de l'Ituri une chasse gardée (même si le Rwanda n'a jamais voulu lui laisser totalement le terrain) et ne rate pas l'occasion pour créer et/ou opposer les seigneurs de guerre locaux. La recrudescence de la guerre dans le Kivu et l'Ituri (Le Potentiel, 2003 ; CCAC/GLAN et REC, 2003a et 2003b ; MESEP, 2003 ; Patriotes résistants Maï Maï, 2003) alors que l'on parle de l'installation prochaine des institutions de la transition à Kinshasa n'est pas un signal encourageant. La récente offensive lancée contre certaines localités de Beni et Lubero seraient destinées à permettre au Rwanda de contrôler tous les petits aéroports de la région, torpiller et retarder l'installation de ces institutions jusqu'au lendemain des élections en vue au Rwanda. Le mouvement de distribution des cartes rwandaises qui serait actuellement en cours dans une partie de sa zone d'occupation (Le Signal du Radar, 2003) et le mouvement des Tutsi du Congo vers le Rwanda dans les perspectives électorales qui a déjà commencé (source locale) suscitent des commentaires en sens divers parmi les Congolais du Kivu et de Kinshasa.

- Le gouvernement central de Kinshasa en est sorti de plus en plus affaibli ; ce qui n'est pas le cas du Rwanda et de l'Ouganda dont les positions se retrouvent au jour le jour renforcées.

- Le manque de volonté de la part des acteurs politiques congolais (rivalités et, donc, absence de cohésion et de vision par rapport aux intérêts du pays) et surtout de la communauté internationale pour mettre fin à la guerre et à la tragédie qui est en passe de décimer, comme par procuration, le peuple congolais. Les parrains du Rwanda et de l'Ouganda en particulier ne peuvent prendre aucune décision qui contrarie leurs intérêts et ambitions au Congo. Ce qui explique l'absence de toute pression exercée sur eux et de toute tentative de les amener à répondre aux crimes de sang, de guerre, économiques qui leur sont imputés depuis octobre 1996.

4. Interrogations et incertitudes

⁷ «Une vaste conspiration contre l'unité de la RDC», <http://www.lepotentiel.com/xd142745.htm..>

⁸ Braeckman, C., «Congo : L'accord conclu à Prétoria va ciller, malgré les efforts», *Le Soir* du 31 janvier 2003.

- Après quatre ans de négociation, rien n'est sûr de l'avenir du Kivu et de la RDC. Le Rwanda, l'Ouganda et, dans une moindre mesure, le Burundi occupent fermement le Kivu depuis 1996. Quelles sont les pressions économiques, politiques et diplomatiques prises par la communauté internationale pour mettre fin à cette situation de fait ? Minimales ou aucunes du tout si l'on voit ce qu'elle fait du côté du gouvernement de Kinshasa depuis août 1998.

- La tendance générale est de lier le retour de la paix en RDC à la seule satisfaction des revendications du Rwanda. Comment cela pourra-t-il se matérialiser quand on sait que les ambitions du Rwanda sont plus expansionnistes que la question de la sécurité à la frontière et que les revendications des Congolais ne sont pas prises en compte ? Les chances sont moindres car, dans le processus de paix en cours en RDC, l'occupation du Kivu par le Rwanda est éludée. Les parrains ou les «*Godfathers and Facilitators*» (mots du Dr Emeric Rogier) de la paix n'associent ses maux qu'à la seule présence des forces dites négatives, y compris les milices locales qui, elles-mêmes, sont appréciées différemment. D'où le rôle central accordé au programme dit DDRRR (ICG, 2001 et 2003b) et l'oubli délibéré de traiter les multiples causes qui sont à l'origine et au développement de ces combattants ou de toutes ces milices qui sont au Kivu (nouvelles formes de régimes dictatoriaux et business d'armes dans toute la région). A moins que ce ne soit pas un semblant de paix qui, imposée de l'extérieur, réconforte le Rwanda dans ses ambitions expansionnistes et hégémoniques en RDC et ce, au détriment des populations congolaises. La question d'intégration régionale qui, aux yeux de certains acteurs locaux, nationaux et internationaux, passe pour une panacée dans l'éradication des maux qui minent le Rwanda et d'autres pays de la région n'échappe pas à cette logique. Je ne sais pas ce que Tryphon Kin-Kiey Mulumba voulait dire exactement quand, en tant que ministre de la Presse et de la Communication du RCD-Goma et au nom de celui-ci, il écrit : *«Même si on peut critiquer la CEPGL qui avait mis en avant l'intérêt des Etats plutôt que l'intérêt des peuples, on doit reconnaître à ses pères-fondateurs le mérite d'en avoir creusé les fondations. A d'autres d'ériger l'ouvrage ou, le cas échéant, d'en modifier les plans. Il n'y a pas de régime civilisé qui ne rencontre pas les revendications de sa population, qu'elles viennent des minorités- et surtout quand elles viennent des minorités portées à susciter plus de sympathie dans l'opinion- ou qu'elles viennent d'une frange représentant une puissance quelconque- ce qui s'impose de soi»* (1999). Si ce point de vue du ministre RCD-Goma est juste, par quel processus faut-il passer pour rendre ce projet effectif et à qui profiterait-il au Kivu ?

- Les intérêts économiques, géopolitiques et géostratégiques sont évidents dans l'actuelle crise de la RDC. Comment sont-ils pris en compte dans ce processus de paix ?

En tout cas, les non-dits dans la guerre et le processus de paix en RDC sont si nombreux (le rôle central du FPR dans la guerre régionale depuis 1990 ; les ambitions expansionnistes du Rwanda au Congo qui trouvent, cependant, une illustration dans les déclarations de John Ndusha et de Jean Kabanguka Kizito; le rôle des multinationales non pas comme conséquence mais comme cause de la guerre⁹ ; le conflit d'intérêts des acteurs régionaux et internationaux qui les poussent à jouer le rôle de juge et partie dans le processus de paix ; la lutte non pas pour l'accès à la terre mais pour le contrôle des territoires) qu'ils font planer beaucoup d'ombres sur le Kivu. L'incertitude est donc permise quant à la réconciliation politique et ethnique locale et, en définitive, aux chances de paix et de développement dans un proche avenir. Vient apporter de l'eau au moulin le courant qui, s'inscrivant dans la logique de Tryphon Kin-Kiey Mulumba, soutient que la solution de la crise congolaise passe par la

⁹ Tablant sur le fait que celles-ci préfèrent la stabilité à l'instabilité pour exercer des activités profitables, certains analystes sont opposés à cette affirmation et soutiennent que ce sont les entreprises mafieuses et non celles qui sont bien établies à qui profite la guerre au Congo. Sans nier la pertinence de cet argument, il serait intéressant d'examiner s'il n'y a pas de liens indirects ou directs entre ces sociétés dites mafieuses et les gouvernements ou certains officiels (membres de ces gouvernements). Seule l'enquête sur de tels liens (basée sur les études des cas) peut donner un éclairage au sujet de ce débat.

neutralisation des groupés armés (Congolais et étrangers) et la mise en place d'un programme qui permettrait non pas aux seuls Congolais, mais à tous les peuples de la région de profiter d'immenses richesses du Congo¹⁰. Que conclure au regard de ce qui précède? Les dits dans la crise de l'Est du Congo, voire de la région (intégrisme ethnique dont l'exemple serait le conflit Hutu-Tutsi et Lendu-Hema, la question de nationalité qui, elle-même, est ambiguë sur tous les aspects-sens réel du mot octroi de la nationalité, identification et critères d'identifications des bénéficiaires et les modes de son octroi; la prévention du génocide ou la question de survie des Banyamulenge ou, mieux des Tutsi et la sécurité du Rwanda et de l'Ouganda qui font peser partout le spectre des groupes armés et qui les placent au-dessus des autres dimensions de la guerre, etc.) ne sont que des prétextes dont l'importance devrait être relativisée. C'est sur les non-dits que le travail de résolution de la guerre devrait se consacrer si l'on veut faire sortir le Kivu du dilemme dans lequel l'actuel processus de paix l'a plongé: la détermination de l'Ouganda et du Rwanda à se maintenir le plus longtemps possible, à défaut de pérenniser leur domination, dans l'Est du Congo; l'incapacité du gouvernement central de Kinshasa de bouter dehors ces pays agresseurs et expansionnistes et de récupérer par les armes le Kivu ou tout l'Est occupé; le fait que la communauté internationale fait des négociations de paix une nouvelle stratégie destinée à légitimer le statu quo, c'est-à-dire l'hégémonie rwandaise et ougandaise étant donné que leurs parrains et alliés sont les seuls maîtres de jeu dans le processus de paix depuis Lusaka (1999) jusqu'au dernier accord sur l'envoi d'une force internationale d'interposition en Ituri (2003).

Bibliographie

2. Baracyetse, P., L'enjeu géopolitique des transnationales minières au Congo, Buzet, décembre 1999
3. Brackman, C., «Zaïre : les dernières cartes du dinosaure», *Terreur africaine. Rwanda, Burundi, Zaïre : les racines de la violence*, Paris, Fayard, 1996.
4. Brébant, V., Le problème foncier indigène au Kivu, Léopoldville, le 3 décembre 1953.
5. Bucyalimwe, M. S., Land Conflicts in Masisi, Eastern Zaïre: The Impact and Aftermath of Belgian Colonial Policy, 1920-1989, Ph. D Thesis, Indiana University at Bloomington, 1990 ;«Pourquoi mourir au Kivu?», *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, vol.36, n°1, 2002a; «Le Nord-Kivu au cœur de la crise congolaise», Reyntjens, F. et Marysse, S. (eds), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2001-2002*, Paris, L'Harmattan, 2002b.
6. CCAC/GLAN et REC, Communiqué de Presse, Bruxelles, le 28 mars 2003a et Ituri : éviter l'explosion, 24 avril 2003b.
7. CNKI, L'appel du Kivu, Bruxelles, 1958
8. Chrétien, J. P., «Le Rwanda, piégé par son histoire», *Esprit*, août-septembre 2000
9. Cros, M.F., «Congo-Kinshasa: la guerre des minières», *La Libre Belgique* du vendredi 9 janvier 1998.
10. De Ryck, A., Avis sur le rapport de l'administration de Kabare relatif à la saturation des terres, Costermansville, le 23 mars 1946.
11. De Saint-Moulin, L., «Les statistiques démographiques en République Démocratique du Congo», *Congo-Afrique*, n°47, août-septembre 1970, pp.377_385.
12. District du Nord-Kivu, Carte de la saturation des terres, Costermansville, 1954
13. Dutron, P., Kivu, terre promise, Bruxelles, Les Editions de la Belgique, 1934
14. Halleux, D., «Arrêt de l'émigration (Banyarwanda) vers le Kivu et irrédentisme, Bruxelles, 1956», *Archives Africaines*, AI(4378)91b.
15. International Crisis Group, Disarmament in the Congo: Jump-Starting DDRRR to Prevent Further War, Africa Report n°38, Nairobi/Brussels, le 14 décembre 2001; The Kivus: The

¹⁰ La question de fond que l'on peut se poser est de savoir comment et par quels mécanismes politiques y parvenir dans les contextes actuels des dictatures militaires et ethniques minoritaires dans la région.

- Forgotten Crucible of the Congo Conflict ? Africa Report n°56, Nairobi/Brussels, 24 January 2003a; Les Rebelles Hutu Rwandais au Congo: Pour une Nouvelle Approche du Désarmement et de la Reintégration. ICG Rapport-Afrique n°63, Nairobi/Bruxelles, Mai 2003b.
16. Kahindo M.J.R., «Nord-Kivu. Conflit ethnique: effet boomerang», *Hebdo Jua* du 15 novembre 1993.
 17. Kin Kiey, M.T., «Croire à l'intégration des Grands Lacs. L'avenir de la RDC s'incruste dans l'établissement d'un espace intégré avec ses voisins», *Le Soft International*, n°758 du 10 juillet 1999.
 18. «Le brasier de l'Ituri : un tremplin pour torpiller le processus en RDC», *Le Potentiel*, 21 mars 2003.
 19. Lubala, E., «La contre-résistance dans la zone d'occupation rwandaise (1996-2001), Maryse, S. et Reyntjens, F., (eds), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*. Paris : L'Harmattan, 2001.
 20. Lumbi, P., *Guerre en RDC: enjeux économiques, intérêts et acteurs*, Kinshasa, Observatoire Gouvernance-Transparence, 2000
 21. Mamboleo, P. et Assumani, B., *Le Kivu restera congolais ou le Congo ne sera plus*, Louvain-La-Neuve, le 15 juillet 1998.
 22. MESEP, *Walungu après les Mudundu 40: état des lieux*, Bukavu, Fin avril 2003.
 23. Metz, S., *Reform, Conflict, and Security*. Washington, June 5, 1996.
 24. Muhima, E., *Un guépier mortel au Nord-Kivu*, Kinshasa, mai 1993 et *Génocide pour un Hutuland? Kinshasa*, Editions Arc-En-Ciel, avril 1996
 25. Munzihirwa, C ; *Aide-mémoire sur quelques problèmes urgents concernant les réfugiés rwandais*, Bukavu, le 28 avril 1995.
 26. Mbayi, W.P., «Suspension de la participation du RCD-Goma à la commission du suivi: le chef de l'Etat a recueilli les avis des composantes et entités», *L'Observateur*, le 27 mai 2003.
 27. «Nord-Kivu : le feu dans la poudrière», Gouvernement de Transition de la République du Zaïre, *Conflits politico-ethniques au Zaïre*, Kinshasa, Ministère de la Communication et de la Presse, octobre 1993
 28. Nashi, E., «Le pouvoir en RDC : collusion entre pouvoir, ethnie et dictatures militaires», *L'Africain*, n°189/190, 2000 ; «RD Congo : un cheval de Troie dans l'accord de Prétoria?», *L'Africain*, n°208, février-mars 2003.
 29. Nyemera, E., «Machiavel au Pays des Mille Collines : les sophismes du régime Kagame pour la persuasion mensongère de l'opinion publique», *Forum Rwandais*, n°20, Janvier 2003.
 30. Obotela, R.N., «Le projet de société de la IIIème République à l'épreuve des incertitudes politiques, démographiques et sociales», *Zaïre-Afrique*, n°314, avril 1997
 31. Palanthe, H., *Note analytique des dossiers. Saturation de différentes chefferies au Kivu*, Bukavu, 1953.
 32. *Patriotes Résistants Maï Maï*, *Prise de position par rapport à la guerre actuelle prévalant à l'Est de la République Démocratique du Congo*, Shabunda, le 22 mai 2003.
 33. Pottier, J., *Re-Imagining Rwanda. Conflict, Survival and Discrimination in the Late Twentieth Century*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002.
 34. Sondji, J.B., *Les enjeux de la crise congolaise et quelques pistes pour nous en sortir*, Léopoldville, le 21 juillet 1999.
 35. «S.O.S.: L'île d'Idjwi en Province du Sud-Kivu vers l'annexion au Rwanda», *Le Signal du Radar*, n°003/2003 du 26 mai 2003.
 36. Tegera, A., «République Démocratique du Congo : implosion et chaos ou douleurs d'enfantement d'un ordre nouveau», *Regards croisés*, Goma-Kigali, décembre 1998.

37. Willame, J.C., «La guerre du Kivu: les enjeux, les acteurs, les perspectives», *Trait d'Union-Rwanda*, n°14, 24 janvier 1997
38. Van Acker, F., *Beyond Berlin? The democratic Republic of Congo in a regional perspective*. Kampala, June 05, 1998
39. Zoka, F. et al., *La guerre du Congo à Kisangani et les droits de l'homme*, Kisangani, le 2 septembre 1999.

Anvers, juin 2003

Prof. Stanislas Bucyalimwe Mararo